

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT ACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS DE LA SOCIÉTÉ SAVIEL FRANCE
À TAIN L'HERMITAGE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive « IED » (Industrial Emission Directive) ;

Vu le code de l'environnement, livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;

Vu les décrets n°2012-384 du 20 mars 2012, n°2014-996 du 2 septembre 2014 et n°2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 juin 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 (ammoniac) ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 (entrepôts frigorifiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 (oxygène) ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2660 ou 2661 (fabrication, régénération ou transformation de polymères) ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011124-0014 du 4 mai 2011 au titre d'une installation classée pour la protection de l'environnement autorisation la société SAVIEL FRANCE à exploiter un établissement de préparation de produits alimentaires d'origine animale sur la commune de TAIN L'HERMITAGE ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 16 juillet 2020 présentant la construction d'une salle des machines utilisant l'ammoniac (NH_3) et d'un local de sprinklage ;

Vu le dossier de réexamen IED du 4 décembre 2020 ;

Vu le rapport d'instruction du réexamen IED de l'inspecteur de l'environnement du 15 novembre 2021 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 29 novembre 2021 ;

Vu les observations du 14 décembre 2021 présentées par le pétitionnaire sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que le projet d'installation d'une salle des machines utilisant de l'ammoniac (NH_3) et d'un local de sprinklage ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le réexamen IED de l'exploitant ne requiert pas de modifications de prescriptions de l'arrêté préfectoral compte tenu des absences de dérogation des Niveaux d'Émission Associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) et d'aménagements des Niveaux de Performance Environnementale Associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NPEA-MTD) ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment pour les rubriques 4735-1.b, 1511, 2661-1.c, 2663-1.c et 2.1.5.0-2 ;

Considérant que l'établissement n'a pas sollicité d'aménagement aux prescriptions des rubriques actualisées ci-dessus ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2011 124 -0014 du 4 mai 2011 est modifié comme suit :

« 1.2.1 – liste des installations et activités concernées par la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement

Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
3642-3	IED (Industriel Émission Directive)	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production de produits finis par jour supérieure à 75 t	Transformation des viandes	120 t/j
2220-2.b	Déclaration avec contrôle périodique (DC)	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, supérieure à 2 t/ j, mais inférieure ou égale à 10 t/ j	Matières végétales	2,2 t/j
4735-1.b	Déclaration avec contrôle périodique (DC)	Ammoniac, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Stockage ammoniac	780 kg
1511	Déclaration avec contrôle périodique (DC)	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Entrepôts frigorifiques	6606 m ³
4725-2	Déclaration (D)	Substances et mélanges nommément désignés dont la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Substances et mélanges nommément désignés	8 t d'oxygène
2661 -1.c	Déclaration (D)	Transformation de polymères, Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Chimie, parachimie, caoutchouc	2,1 t/j
2663-1.b	Déclaration (D)	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³	Chimie, parachimie, caoutchouc	321,5 m ³ (polystyrène)

L'établissement ne possède pas de forage.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au présent article.

Article 2 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse :

www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 3 :

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme www.drome.gouv.fr pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SAVIEL FRANCE. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de TAIN L'HERMITAGE et tenue à la disposition du public.

Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et la directrice départementale de la protection des populations de la Drôme sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **20 DEC. 2021**

La préfète,



ELODIE DEGIOVANNI